

# Educatrice, mère et militante. Ni une galère, ni un sacerdoce mais un bonheur d'agir

## Une conversation au coin d'un texte<sup>1</sup>

Par Antonia Undurraga et Jacques Kühni

**L**a conversation initiale à l'origine de cet article a été infiniment plus décousue. Sa mise en forme est le travail de Jacques Kühni.

J.K. – Tu es mère de deux enfants, éducatrice et militante féministe. Comment peut-on articuler tout ça ?

A.U. – J'élève deux enfants, 6 et bientôt 10 ans, je le fais seule, disons à 95%. Je travaille comme éducatrice à 60% et suis une formation en emploi d'éducatrice sociale, ce qui représente un 40%, puis je suis militante avec un groupe de mères féministes, sur le temps que je prends de ce qui reste.

Tout cela s'agence assez spontanément, parce que mère, militante et

travailleuse sont des activités inextricablement emmêlées. Le sens de ce que je fais comme mère traverse mon travail éducatif et revient par mon engagement militant. Le slogan féministe des années 1970 « Le privé est politique ! » vit encore ici et maintenant. Comme je suis plutôt énergique, depuis mon enfance d'ailleurs, cela se fait dans le mouvement, cela s'enchaîne, se mélange, puis génère de l'action. C'est une belle période de ma vie.

J.K. – Tu te dirais féministe de toujours, ou ton engagement est récent ?

A.U. – Je crois que je suis féministe depuis toujours, mais je le vivais sur un plan individuel ; alors que mon militantisme date de la grève de

---

1-Il s'agit de « Grève du travail reproductif et construction de communs reproductifs », Federici, Silvia in Travail gratuit et grèves féministes (2020), Federici, Silvia ; Simonet, Maud ; Merteuil, Morgane et Kuehni, Morgane, entremonde, Genève, Paris, pp. 26-47.

2019. C'est là que je me suis engagée. Je suis convaincue que cette date fut révélatrice pour beaucoup de femmes, mais j'avoue que le mot grève me dérange un peu, parce que je rêve d'une vraie grève, grande, belle et joyeuse, une grève générale du travail reproductif. Là, c'était une grande manifestation, belle et joyeuse, mais ce n'était pas encore une grève.

J.K. – Dans l'introduction du livre qui organise notre échange il y a ces mots : « Déployé dans une perspective féministe, le lexique de la grève n'est pas qu'une métaphore mais tout à la fois une critique de l'exploitation et une théorie de l'émancipation. (...) Faire grève, c'est constituer le travail comme travail en le politisant. »

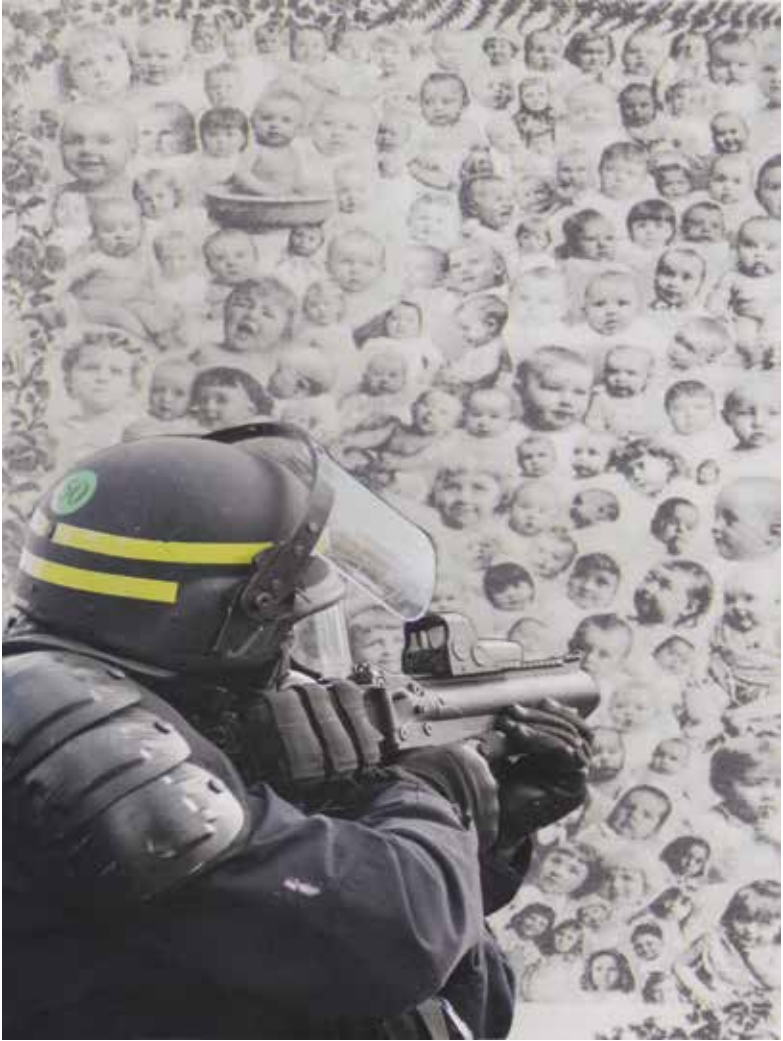
A.U. – Je reviens sur ce privé qui est politique. Mon premier enfant est né dans une conformité aux normes sociales totale. Mariée, enceinte et divorcée deux ans après. Je voulais un deuxième enfant, j'ai aimé être enceinte et mettre au monde, materner... Il y avait là un homme qui ne ferait jamais un père, je le savais et c'était ok comme ça. Une petite fille est née. Les gens autour de moi disaient que c'était un acte d'égoïsme. Cet enfant, je l'ai voulu, je l'ai eu et je l'assume. Et basta ! Puis, en allant,

je ne me suis plus tellement trouvée égoïste, ni coupable. D'abord, j'étais entourée de femmes qui assumaient seules le « parentage ». Nous étions nombreuses. Et puis, mettre au monde des enfants, c'est, d'une certaine manière, faire société, et je ne voyais plus cela comme une lubie narcissique. Les féministes m'ont bien aidée à défaire cette culpabilité, faire des enfants et les élever devenait un acte politique, collectif. En tout cas, ce n'était plus une faute. Ça m'a donné des forces et je les sens encore à l'œuvre.

Quand on sait que le privé est aussi politique, on comprend que l'on peut agir dessus, politiquement. On n'est plus seule. Donc oui, l'outil de la grève dans nos vies dites privées est fondamental (et à notre portée !) pour montrer que le travail du *care*, des soins, bref de reproduction sociale est un travail et est donc politique.

J.K. – Je ne crois pas qu'il existe une seule société humaine qui puisse vivre sans la possibilité d'un avenir. Les enfants sont la réalité de ces lendemains dont on n'est pas sûr qu'ils soient chantants.

A.U. – Comme tu dis, sans enfants, pas de société, et c'est cette évidence qui est le moteur de ma lutte : s'il n'y a pas de société sans ▲



*Police de proximité – Collectif CrrC*

▲ enfants, alors les enfants sont de la responsabilité de toute la société, pas uniquement des mères ! De ce fait, aujourd'hui je ne me sens pas coupable de mes enfants. Certes, comme tout le monde, je suis régulièrement débordée, dépassée et, des fois, l'idée de prendre la fuite me passe par la tête ! Mais ça ne fait pas de moi une irresponsable ou une incompétente. C'est plutôt la responsabilité d'une société qui n'est pas construite pour les besoins des enfants et des familles.

Au travail, je suis très positionnée en faveur des familles. Et cela tient sans doute à mon parcours et à mes choix de vie, renforcés par mes engagements militants qui rencontrent ce travail d'éducatrice sociale dans un lieu d'accueil collectif. Cette solidarité avec les familles prend parfois des allures excessives, il arrive que mes collègues me trouvent un peu « trop proche », mais ce n'est pas une perturbation majeure du travail éducatif que nous menons.

Comme je l'ai dit, si les enfants sont le bien d'une société, alors nous avons à les assumer collectivement. Mon travail, c'est de m'occuper des enfants des autres dans un lieu d'accueil collectif. Pendant que je bosse, ce sont d'autres qui s'occupent de mes enfants et, politiquement, je trouve que c'est plutôt cohérent. En tout cas, c'est proche de ce que je voudrais qu'il advienne.

J.K. – J'ai souvent l'impression que c'est par les enfants que ce monde tient encore debout. Par une sorte d'accord tacite, personne, même les capitalistes les plus brutaux, ne peut jouer à l'indifférence quand des gamins meurent ou souffrent. L'exploitation du travail enfantin est obligée de se faire discrète, ce qui ne l'empêche pas d'être odieuse et de proliférer. C'est comme une dernière ligne morale.

A.U. – Pour moi, c'est une évidence, mon métier est un métier du social. Nous sommes une minorité à penser ainsi. Inscrire le travail éducatif avec de jeunes enfants dans le champ social, c'est reconnaître la nécessité de penser et de développer un agir critique au quotidien. Il faut être formé pour cela et ce n'est pas ce que les pouvoirs publics ont prévu. Le cadre actuel, notamment en termes de formation, arrange bien ces pouvoirs publics et économiques, mais ne fait pas du bon travail sur le terrain.

Le travail social répare les dégâts, colmate les brèches, limite les injustices mais, surtout, il devrait rendre possible une vie bonne et belle, pour le dire en vitesse. Quand on fait du bon travail, les enfants grandissent, s'émancipent et savent ce qui leur va et ce qui ne leur va pas. Ça peut ▲

▲ devenir assez compliqué pour les professionnel·les qui aiment la posture d'«expert·e», mais je trouve que ça vaut le coup. Le travail social, c'est quand les déterminismes sociaux perdent de leur puissance. Et pour faire du bon travail, nous avons besoin de bonnes conditions, notamment plus de temps et moins d'enfants à charge par professionnel·le.

J.K. – Federici parle d'un militantisme joyeux. Elle dit que la lutte doit procurer de la joie, que les luttes tristes font fausse route. Tu penses possible un travail joyeux ?

A.U. – Mais ça arrive parfois, quand on est assez nombreuses, quand on a le temps et l'espace nécessaires. Il y a des moments de ravissement quand on bosse avec des enfants. Quand on cesse de parer au plus pressé, quand les équipes professionnelles fonctionnent bien et que les institutions ne sont pas arrimées à leurs indicateurs de rentabilité, il peut y avoir du bonheur au travail. Il y a des jours sans, il faut bien le reconnaître, mais on pourrait sans doute arranger le travail dans cet esprit-là, si on s'y met vraiment. Que ce soit avec les collègues ou avec les familles, des liens forts se créent entre personnes animées par un seul et unique souhait, le

bien-être global de l'enfant, créant ainsi des formes de solidarité entre nous toutes. Cela participe aussi à la possibilité (ou en est peut-être même la base) d'un travail joyeux.

J.K. – Dans les discours qui encensent la professionnalité, il y a souvent une nécessité d'étañchéité entre la vie quotidienne et le métier.

A.U. – Pour moi, ça ne marche pas comme ça. Ces cloisons ont volé en éclats avec mes enfants et les enfants des autres ; dans la vie de tous les jours, c'est forcément emmêlé. C'est aussi valable sur les plans intellectuel, politique et culturel ; entre les livres que je lis, les actions que je mène, le travail que j'accomplis et le remplissage du frigo.

Il n'y a pas d'espaces de rencontre dans un monde cloisonné. Le féminisme, celui que je pratique, ça marche à la rencontre et à la solidarité. Et il en est de même pour l'éducation sociale que je pratique : il m'est inimaginable de travailler avec des personnes en censurant ce qui fait de moi l'être humain que je suis.

J.K. – Federici écrit : « Nous devons nous libérer de l'emprise du travail. Nous devons travailler moins,

pour avoir le temps et l'énergie de rencontrer d'autres femmes.»

A.U. – Dans le jargon de notre collectif de mères, lorsque l'une d'entre nous se propose pour s'occuper d'une tâche «tout de suite», cela signifie «demain, si j'y arrive»! Et quand on ne peut pas ou qu'on n'y arrive plus, c'est d'autres qui reprennent. Ces arrangements nous sculptent le sens de l'humilité et nous montrent la bienveillance que le groupe a envers chacune. Et qu'est-ce que ça fait du bien! On fait ce qu'on peut, quand on peut. Au bord de l'épuisement, il faut lâcher un peu. A plusieurs, c'est possible... Là aussi, je pourrais dire la même chose, qu'il s'agisse de mon rôle de mère ou de ma fonction d'éducatrice. Question énergie, je suis plutôt bien lotie. Mais il y a parfois des limites, du temps qui manque, des forces qui se perdent. Mais ces manques ne pèsent pas bien lourd devant la vitalité que ça donne. L'action militante donne confiance en soi, rend aisée la parole publique, ouvre la porte à des nouveaux savoirs, donne la conviction d'être de son temps et donne le pouvoir de changer les choses. Au moins un peu.

J.K. – Silvia Federici répète depuis longtemps que le capitalisme rassemble les travailleuses et les

travailleurs dans les processus de production, mais les atomise dans les lieux de la reproduction sociale. La famille nucléaire, faite de petites prisons, en étant l'exemple parfait.

A.U. – Les familles d'aujourd'hui prennent des formes pour le moins variées, mais elles ont toutes un point en commun. En effet, les familles se trouvent entre deux mouvements contradictoires qui expliquent la difficulté dans l'exercice de la parentalité contemporaine: si d'un côté, elles se sont affranchies de certaines institutions, de l'autre, elles sont soumises à des injonctions puissantes, puisque la tendance actuelle à la surpsychologisation des rapports familiaux produit des attentes difficiles à satisfaire. Les éducatrices formées à l'école hypernormative (car hyperpsychologisante) s'en trouvent bien embêtées. Leurs modèles et leurs représentations ne fonctionnent plus comme des références absolues, et c'est tant mieux.

Les féminismes contemporains ont aussi leurs querelles internes. Mais ce qui nous rassemble, nous met d'accord sur un fond commun, c'est notre anticapitalisme. Nous composons assez bien avec nos divergences, et nous apprécions que la classe sociale, le genre et ▲

▲ la race soient pensés ensemble. Cela ne nous empêche pas d'agir.

Je pense que je suis une mère qui lutte contre le capital comme elle peut, avec les contradictions quotidiennes que cela comporte.

Comme éducatrice, j'essaie de ne pas participer au contrôle social ou à la production de normativité conservatrice. Mais je ne peux pas dire que je bosse dans une institution anticapitaliste. Il faudrait creuser un peu, documenter ce que l'on fait, clarifier ce que l'on cherche à faire. Personne

chez nous ne défend une position sexiste, personne ne prétend qu'une race est supérieure aux autres, ou qu'une orientation sexuelle est meilleure que l'autre, mais nous n'avons jamais le temps de faire un travail de fond sur ce que sont nos communs. Ce qui n'aide pas à une conception politique d'un travail éducatif. Ce qui se nomme «politique de l'enfance» n'existe simplement pas.

Antonia Undurraga et Jacques Kühni

